

Les causes socio-économiques du terrorisme et de la violence politique dans les pays de  
l'UEMOA.

Présenté par :

**Dr Edem AMOU**

FASEG / Université de Lomé

**Résumé :**

L'objectif principal de cet article est d'étudier empiriquement les causes socio-économiques du terrorisme et de la violence politique dans les pays de l'UEMOA. Etant donné que notre variable dépendante (nombre d'attaques terroristes ou nombre de victimes d'attaques terroristes) est une donnée de comptage, nous avons utilisé la spécification économétrique d'une régression binomiale négative par panel pour montrer dans un premier temps que dans ces pays, l'argument économique classique du coût d'opportunité est confirmé. En d'autres termes, plus l'ensemble des opportunités économiques actuelles des individus est important, plus la probabilité ou la volonté qu'ils soient impliqués dans une activité terroriste est faible. Deuxièmement, nos résultats montrent également que la brutalité terroriste (mesurée en nombre de personnes tuées) est positivement associée au PIB réel par habitant et au niveau d'éducation élevée des jeunes chômeurs vivant dans une situation de privation économique. Enfin l'instabilité politique constitue également un facteur clé d'explication de la recrudescence du terrorisme dans la zone UEMOA.

**Mots clés :** le chômage, la démocratie, l'éducation, le PIB, le terrorisme.

## 1. Introduction

En s'inspirant de Sandler, Tschirhart, et Cauley (1983), il est possible de définir le terrorisme comme "l'usage prémédité, menacé ou effectif de la force ou de la violence pour atteindre un objectif politique par la peur, la contrainte ou l'intimidation<sup>1</sup>". Une telle définition englobe les quatre caractéristiques de l'activité terroriste telles que présentées par Shughart (2006), à savoir (i) l'utilisation de la violence (ou de la menace de violence) à des fins politiques ; (ii) un plan d'action planifié ; (iii) un comportement sans limite en dehors du contexte d'une conduite légitime de la guerre ; et (iv) l'effort visant à induire une peur et un sentiment d'insécurité disproportionnés chez les personnes, en particulier les civils<sup>2</sup>. Les explications économiques les plus importantes des racines du terrorisme se concentrent généralement sur deux aspects principaux<sup>3</sup>.

D'une part, les mauvaises conditions économiques et le manque d'opportunités économiques sont censés favoriser l'émergence du terrorisme et de la violence politique. En fait, la pauvreté et l'inégalité des revenus alimenteraient la frustration, la haine et les griefs qui rendent la violence politique plus probable. En fait, en présence d'une pauvreté généralisée, le coût d'opportunité pour les individus est très faible. Cela est censé favoriser le processus de recrutement entrepris par les organisations terroristes. Ce point (qui repose sur l'argument classique du coût d'opportunité) est communément appelé l'argument de la privation économique. La source la plus récemment citée de l'argument de la privation économique est de Davies, Graham, et Gurr (1969) qui a étudié les causes profondes de la violence politique dans les sociétés occidentales.

Une deuxième interprétation des causes du terrorisme peut trouver ses fondements dans la théorie de la modernisation. Ainsi, selon cet argument théorique développé par Olson (1963), la croissance

économique devrait produire un changement dans la répartition des intérêts, de manière à alimenter les griefs de certains groupes de la société. L'intuition de base de cet argument est que les changements socio-économiques à long terme affectent les conditions socio-économiques. Dans cette optique, les organisations terroristes prospéreraient si elles étaient capables de recueillir et de capitaliser les doléances des perdants. Par conséquent, le terrorisme et la violence politique apparaîtraient en présence de la croissance et du développement économiques.

En ce qui concerne la brutalité des événements terroristes, ces dernières années, certains universitaires ont également exposé et testé l'hypothèse selon laquelle l'activité terroriste est positivement liée à l'éducation et au niveau de vie. En d'autres termes, des individus mieux éduqués deviendraient des terroristes plus sanguinaires ce qui prédit une relation positive entre l'éducation et l'activité terroriste.

Cet article contribue à examiner le rôle du chômage et de l'éducation des jeunes comme déterminants du terrorisme et de la violence politique dans l'UEMOA. Il y a eu beaucoup de recherches sur les déterminants du terrorisme, et elles ont été résumées dans Gassebner et Luechinger (2011) et Krieger et Meierrieks (2011). Les études portant sur le rôle de la jeunesse dans le terrorisme sont quelque peu limitées. Notre motivation pour considérer l'effet du chômage et de l'éducation des jeunes proviennent spécifiquement du rôle de trois déterminants du terrorisme mis en évidence dans la littérature : l'explosion du nombre de jeunes, le chômage et l'inégalité.

L'architecture également peu conforme d'État-providence et l'absence des droits politiques et civils des citoyens dans une large mesure augmentent les inégalités au sein de nos pays. Dans ces conditions favorables à l'instabilité, la violence politique et le terrorisme sévissent dans les pays de l'UEMOA. Il est donc intéressant d'étudier comment et par quel canal la violence politique et le terrorisme sont favorisés dans ce contexte. L'objectif principal de ce document est d'étudier empiriquement les causes socio-économiques du terrorisme et de la violence politique dans les pays de l'UEMOA. Autrement dit, le but principal de ce travail est de découvrir les conditions socio-économiques préalables au terrorisme, à savoir "les facteurs qui préparent le terrain pour le terrorisme à long terme"<sup>4</sup>, tels que définis par Crenshaw (1981).

L'article est structuré comme suit : La section 2, aborde la revue théorique et empirique. La section 3, présente l'échantillon de pays et quelques faits stylisés sur la violence politique. Dans la section 4, présente la méthodologie, les principales variables explicatives et les sources. La section 5 présente et discute les résultats économétriques et vise à expliquer l'émergence des événements terroristes. La section 6 résume et conclut le papier.

## 2. Revue de la littérature sur l'émergence de la violence politique et du terrorisme

Comme mentionné dans l'introduction, il existe plusieurs raisons de croire que le chômage des jeunes a une relation de cause à effet positive avec le terrorisme. Le terrorisme est une forme de criminalité, souvent avec un objectif politique. Par conséquent, la motivation du terrorisme est en partie ancrée dans la motivation du crime. Il ressort de l'étude de Becker (1968) qu'un chômeur est davantage incité à commettre un crime parce que les coûts d'opportunité de tels actes sont faibles. Le faible coût d'opportunité de la criminalité peut également conduire au terrorisme tant que d'autres facteurs sont présents, tels que des griefs politiques. Par conséquent, le chômage augmente l'incitation à rejoindre un mouvement terroriste. Il permet également aux organisations terroristes de recruter facilement des volontaires (Krieger et Meierrieks ;2011).

Plusieurs études analysent les conditions économiques et l'émergence de la violence politique et du terrorisme. En particulier, le mécontentement économique est généralement associé à l'émergence de la violence politique. Deux grandes théories peuvent être proposées pour expliquer ce phénomène.

Un premier argument fondé sur le mécontentement économique est popularisé sous le nom de privation économique. Il s'agit d'un élément de la théorie plus large de la privation relative telle qu'elle a été exposée par Gurr (voir Gurr, 1968 ; Gurr, 1970a, b). L'épine dorsale de cette théorie est la différence perçue entre les gains attendus et les gains réels des individus. Chaque fois qu'un tel écart devient collectif, il alimente la colère et la frustration qui se traduisent facilement par une violence collective. Selon la théorie, lorsque le mécontentement se répand au sein des sociétés, les individus et les groupes sont plus susceptibles de se tourner vers la violence politique et les troubles civils. Au cours des dernières décennies, la théorie de Gurr(1970) est devenue la référence majeure d'une abondante littérature qui analyse les implications des conditions socio-économiques sur l'émergence de la violence politique, même si les résultats empiriques ont donné des résultats parfois mitigés. (Voir entre autres (Bohlken et Sergenti, 2010; Brush, 1996 ; Muller et Weede ,1990).

Un deuxième argument peut être défini comme l'intervention de la modernisation. Tout d'abord, Olson (1963) a suggéré que la croissance économique pourrait alimenter l'agitation sociale et politique. C'est en quelque sorte un contre-argument à la théorie de la modernisation telle qu'exposée par (Lipset, 1959) et récemment confirmée par Gundlach et Paldam (2009). Ainsi, dans son argumentation, Olson a

soutenu qu'en présence d'une croissance économique rapide, plusieurs déséquilibres sont susceptibles de se produire, déterminant ainsi un degré plus élevé d'inégalité qui s'avère être étroitement lié à l'émergence de troubles sociaux et de violence politique. Selon Olson " La croissance économique en particulier la croissance économique rapide implique donc de vastes changements dans les méthodes de production. Elle implique de vastes changements dans l'importance des différentes industries, dans les types de main-d'œuvre demandés, dans la configuration géographique de la production. Elle implique de vastes changements dans les modes et les lieux de vie et de travail des personnes. Par-dessus tout, la croissance économique implique de vastes changements dans la répartition des revenus ". En particulier, Olson a identifié deux forces à l'œuvre à court terme : (1) premièrement, les prix augmentent plus rapidement que les salaires qui sont rigides. Cela peut conduire à un effondrement généralisé du pouvoir d'achat des individus ; (2) deuxièmement, les améliorations technologiques dans certains secteurs spécifiques peuvent entraîner un déplacement de la demande de main-d'œuvre vers des travailleurs plus qualifiés.

Les deux théories ne sont pas nécessairement incompatibles entre elles. Elles peuvent être interprétées comme complémentaires. Elles mettent en évidence différents aspects qui génèrent la violence politique. Une première différence fondamentale est que l'argument d'Olson est dynamique alors que la théorie de la privation relative de Gurr(1970), dans sa formulation originale, peut être considérée comme une théorie statique. En fait, dans Olson (1963), l'accent est mis sur la transition d'un équilibre social à un autre. Une deuxième différence entre les deux théories est que, selon l'argument de Gurr (1970), le grief prend forme en présence d'une distance positive entre les gains attendus et les gains réels des individus ou des groupes.

Notre travail est également lié à la littérature (essentiellement empirique) sur les causes profondes du terrorisme. Ces documents diffèrent les uns des autres sur plusieurs aspects tels que l'échantillon de pays, la période d'étude, etc. En dépit de ces différences, il existe des conclusions communes. En général, il existe deux grandes catégories de résultats sur les causes profondes du terrorisme.

Un groupe de travaux confirme que les facteurs économiques tels que la pauvreté et l'inégalité réduisent le terrorisme. Li et Schaub (2004) constatent qu'il existe une relation négative entre le développement économique d'un pays et une plus grande ouverture commerciale et le nombre d'incidents terroristes à l'intérieur du pays. Berrebi (2007) note la relation positive entre le manque d'opportunités d'emploi et la probabilité que les jeunes rejoignent des groupes terroristes. Blomberg et Hess (2006) constatent une relation positive entre le développement économique et le terrorisme transnational dans les pays à revenu élevé et une relation négative dans les pays à faible revenu.

Le deuxième groupe, en revanche, affirme que les facteurs politiques et institutionnels sont les principaux déterminants du terrorisme. Par exemple, (Oyefusi, 2009) examine les raisons de la participation des jeunes à la violence politique dans le delta du Nigeria et constate que l'éducation combinée au chômage incite les jeunes à participer à la violence politique. (Caruso and Schneider, 2013) trouvent des preuves d'une association positive entre le chômage des jeunes et le terrorisme en Europe occidentale. (Caruso and Gavrilova, 2012) constatent une relation positive entre le taux de croissance du chômage des jeunes et le terrorisme en Palestine.

### 3. Le terrorisme et la violence politique dans les pays de l'UEMOA : Faits et chiffres

La présente étude est basée sur un échantillon de 8 pays : Benin ; Burkina Faso ; Côte d'Ivoire ; Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Dans les pays de l'échantillon, il y a beaucoup de raisons spécifiques qui cadreraient avec la présence du terrorisme. Tous les pays sont des pays à revenu faible, caractérisés par un niveau faible de développement humain, conformément à la définition et à la mesure du PNUD.

En outre, ils ont connu de croissance économique rapide au cours des années de l'étude. Ces pays ont connu une croissance économique rapide entre 1990 et 2018 sauf après la crise économique mondiale de 2008 et la crise politique de 2011 en Côte d'Ivoire. En 2017 par exemple, la croissance globale des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est de plus de 6,7%. L'éducation est en voie d'expansion dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). En fait, les indices d'éducation calculés par le PNUD dépassent la moyenne possible. L'indice d'éducation mesuré par le PNUD vise à rendre compte des résultats relatifs d'un pays en matière d'alphabétisation des adultes et de scolarisation.

Les données relatives aux incidents terroristes sont tirées de la base de données sur le terrorisme mondial (GTD). Le tableau 3.1 ci-dessous présente les chiffres relatifs aux incidents terroristes et aux violences politiques pour la période 1990-2018. La Mali est le pays où le plus grand nombre d'incidents a été signalé (19,82 %), suivie du Sénégal et de la Côte d'Ivoire (13,36 %) et du Togo et de la Guinée-Bissau (12,44%). Comme le montre clairement le tableau 3.1, la plupart des incidents ayant plus de victimes se sont déroulés au Mali et au Niger.

Tableau 3.1 : Incidents terroristes dans l'UEMOA (1990-2018).

PAYS	Nombre d'incidents		Nombre de victimes	
	Effectifs	Pourcentage	Effectifs	Pourcentage
Benin	3	1,38%	36	0,46%

Burkina Faso	20	9,22%	630	8,09%
Cote d'ivoire	29	13,36%	459	5,89%
Guinée-Bissau	27	12,44%	293	3,76%
Mali	43	19,82%	3589	46,06%
Niger	39	17,97%	1930	24,77%
Sénégal	29	13,36%	687	8,82%
Togo	27	12,44%	168	2,16%
<b>Total</b>	<b>217</b>	<b>1</b>	<b>7792</b>	<b>1</b>

NB : Les victimes sont calculées comme la somme des personnes tuées et blessées

Source : Auteur à partir des données du GTD

Plus précisément, ces deux pays comptent plus de 70% des victimes du terroriste et de la violence politique. Les groupes terroristes qui sévissent dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sont AQMI (Al-Qaeda au Maghreb Islamique) et le Boko-Haram.

Le tableau 3.2 indique le taux d'accroissement moyen de trois indicateurs à savoir le PIB par tête, le chômage et la scolarisation des jeunes ayant complétés le premier cycle au niveau tertiaire.

Tableau 3.2 : Evolution du chômage, de l'éducation et du PIB par tête

Pays	Taux d'accroissement moyen (1990-2018)		
	Pib par tête	Chômage	Éducation tertiaire
Benin	46,46%	2,36%	7,35%
Burkina Faso	55,06%	8,80%	2,59%
Cote d'ivoire	72,10%	7,05%	30,27%
Guinée Bissau	24,61%	3,49%	44,81%
Mali	62,42%	10,61%	3,16%
Niger	30,45%	9,38%	36,26%
Sénégal	40,78%	6,94%	65,75%
Togo	20,13%	2,81%	5,64%

Source : Auteur à partir des données du WDI 2019

De façon générale au niveau des pays de l'UEMOA on constate entre 1990 et 2018 , une augmentation du PIB par tête avec le taux le plus élevé de 72,10% pour la cote d'ivoire qui constitue la première puissance économique de la zone et le plus faible de 20,13% pour le Togo. Les taux d'accroissement moyen du chômage les plus élevés se retrouvent au Sahel dont le premier pays où le chômage est plus fort est le Mali (10,61%), suivie du Niger (9,38%) et du Burkina Faso (8,8%) et cela explique en partie

la recrudescence des actes terroristes dans ces pays. Les plus faibles taux d'accroissement du chômage sont au Benin (2,36%) et au Togo (2,36%). Les taux d'accroissement moyen de scolarisation au niveau tertiaire ont de façon générale augmenté avec de forts taux d'accomplissement du premier cycle au niveau tertiaire au Sénégal (65,75%) et le plus faible au Burkina Faso (2,59%).

#### 4. Méthodologie, principales variables explicatives et source

##### 4.1 Méthodologie

###### 4.1.1 Les déterminants socio-économico-politique du terrorisme

Dans cette section, nous établissons le lien empirique entre les déterminants socio-économico-politique et le terrorisme. Autrement dit, cette section vise à expliquer les causes de l'émergence du terrorisme. Comme Caruso et Schneider (2013), nous l'analysons en utilisant le modèle de données de panel suivant

$$:Terr_{it} = \beta_0 + \beta_1 X_{it} + \beta_2 I_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4.1)$$

Où  $Terr_{it}$  est le logarithme du nombre d'incidents terroristes dans le pays  $i=1, \dots, 8$  au moment  $t=1990, \dots, 2018$ .  $X$  et  $I$  sont respectivement l'ensemble des variables économiques et politiques qui ont été présentées dans le tableau 4.1 ci-dessous. La variable dépendante est une donnée de comptage et, par conséquent, la spécification économétrique est une régression binomiale négative par panel. Les résultats sont présentés dans le tableau 5.1.

###### 4.1.2 La brutalité des événements terroristes

Nous analysons ici la deuxième hypothèse de notre article. Il s'agit de savoir s'il est possible ou non de déduire certains déterminants économiques de la brutalité terroriste. Le modèle suivant vise à expliquer la brutalité des activités terroristes.

$$Vict_{it} = \beta_0 + \beta_1 X_{it} + \beta_2 I_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4.2)$$

La variable dépendante  $Vict_{it}$  qui a été supposée représenter la brutalité des terroristes est le logarithme du nombre de victimes d'incidents réels. Le nombre de victimes est calculé comme la somme des personnes blessées et des personnes décédées du terrorisme dans le pays  $i=1, \dots, 8$  au moment  $t=1990, \dots, 2018$ . Tous les incidents sont classés par date au cours de la même année. Il est possible que le nombre d'incidents varie considérablement d'une année à l'autre. Même dans ce cas, une régression binomiale négative a été appliquée. Le tableau 5.2 présente les résultats des régressions qui visent à expliquer la brutalité du terrorisme.

#### 4.2 Principales variables explicatives, source et signe attendu



Afin d'étudier en profondeur les caractéristiques particulières du terrorisme et de la violence politique dans l'UEMOA, deux variables dépendantes ont été utilisées : 1) le nombre d'incidents terroristes par an ; et 2) le nombre de victimes par incident. Les variables dépendantes choisies sont censées saisir deux aspects différents de l'incidence du terrorisme et de la violence politique. La première variable dépendante, à savoir le nombre d'incidents terroristes par an, devrait permettre de saisir l'émergence des attaques terroristes. Autrement dit, le premier modèle empirique devrait permettre de déduire les déterminants politiques et économiques de l'activité terroriste des jeunes. Pour résumer, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, en utilisant le nombre d'incidents par an dans un pays donné, nous étudions les conditions préalables au terrorisme dans ce pays.

La deuxième variable dépendante est le nombre de victimes par incident, qui vise à rendre compte de la brutalité du terrorisme. En particulier, la brutalité du terrorisme est en quelque sorte une mesure de la production terroriste.

Tableau 4.1 : Source et description des variables

Variabes	Source	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
Attaques terroristes	GTD	232	0.9353448	1.429483	0	10
Victimes	GTD	232	33.58621	105.7454	1	782
Pib par tête	WDI	232	636.6087	323.2969	203.096	1716.37
Taux de croissance du Pib par tête	WDI	232	1.702552	4.640386	-18.4833	33.63809
Education	WDI	232	45.73947	99.9816	0.63769	510.703
polity2	POLITY IV	232	2.090517	4.4717	-8	8
Durabilité des régimes politiques	POLITY IV	232	8.452586	8.392812	0	31
Ressources naturelles	WDI	232	9.400322	5.889494	1.756996	31.59079
Taux d'urbanisation	WDI	232	14.31116	5.82609	5.408296	23.43343
Taux de chômage	WDI	232	53.71347	12.36008	26.396	77.012

Fracturation religieuse	HIEF	232	0.7928531	0.0781135	0.648884	0.874283
Fracturation ethnique	HIEF	232	0.4433717	0.1755893	0.1691751	0.647278
Taux d'inflation	WDI	231	4.656454	10.32776	-7.796642	69.58364
Superficie	WDI	232	438532.5	480678.4	36130	1267000

Source : Auteur à partir de STATA

Les principales variables explicatives sont énumérées ci-dessous dans le tableau 4.1. Nous les décrivons ci-après brièvement en mettant en évidence les relations avec les arguments concurrents.<sup>5</sup> Premièrement, le PIB par habitant est généralement considéré comme l'indicateur approprié des conditions socio-économiques. Par conséquent, une association négative entre le PIB par habitant et l'émergence du terrorisme, ceteris paribus, confirmerait l'argument de la privation économique. Dans le même temps, tout en considérant la brutalité des incidents terroristes, une association positive entre le PIB par habitant et le nombre de victimes confirmerait l'idée selon laquelle des individus mieux éduqués peuvent devenir des terroristes plus sanguinaires. Le taux de croissance du PIB réel par habitant permettrait également de saisir alternativement l'argument du dénuement économique ou celui de la modernisation ; le signe est donc indéterminé

Nous considérons le chômage des jeunes, comme la principale variable d'intérêt. Il existe plusieurs façons de mesurer l'ampleur du chômage des jeunes. Dans notre article, nous utilisons le ratio emploi/population de la cohorte des jeunes (également appelé taux d'emploi des jeunes). Nous mesurons le taux d'emploi des jeunes par le ratio emploi/population de la population jeune. Ce taux est défini comme :

$$\frac{\text{Nombre total de personnes occupées âgées entre 15 et 24 ans}}{\text{Population âgée entre 15 et 24 ans}}$$

Ce ratio mesure la probabilité qu'une personne choisie au hasard et âgée de 15 à 24 ans ait un emploi et constitue un indice de la facilité avec laquelle le jeune trouve un emploi. Le taux de chômage est une autre mesure couramment utilisée pour mesurer le ralentissement du marché du travail. Le taux de chômage est la proportion de la population active qui n'a pas d'emploi et qui en cherche activement un (Organisation Internationale du Travail, 2014) . Si le marché du travail est déprimé pendant une longue période, cela peut inciter de nombreuses personnes à quitter la population active. Cet effet diminue à la fois le numérateur et le dénominateur dans l'expression du taux de chômage. Par conséquent, il est possible que le taux de chômage diminue dans un marché du travail déprimé. Tout naturellement, une critique du taux de chômage est qu'il sous-estime la faiblesse du marché du travail

(Erceg and Levin, 2014). Dans la région de l'UEMOA, les jeunes sont confrontés à des obstacles importants sur le marché du travail et ont donc de fortes chances de quitter la population active. Le taux de chômage sous-estime donc les obstacles auxquels les jeunes sont confrontés sur le marché du travail. Selon l'Organisation internationale du travail (2014) p. 33, le "... ratio emploi/population fournit des informations sur la capacité d'une économie à créer des emplois ; pour de nombreux pays, cet indicateur est souvent plus révélateur que le taux de chômage. Le ratio emploi/population n'est pas affecté par les abandons de la population active et nous utilisons donc le ratio emploi/population de la population jeune.

Nous présentons ci-dessous nos variables indépendantes. La variable Polity 2. Celle-ci est mesurée par trois variables : (i) l'absence de droits politiques, (ii) la variable polity et (iii) la liberté de la presse. L'absence de droits politiques mesure l'étendue des droits politiques, tels que le pluralisme. Le rôle des droits politiques a été exploré dans (Testas, 2004), (Abadie, 2006) et (Bandyopadhyay and Younas, 2011) etc. Ces travaux constatent que cette variable a une relation non linéaire statistiquement significative avec le nombre d'attaques terroristes. Le chômage généralisé entraîne le terrorisme en présence d'autres facteurs contributifs, tels que la répression politique. C'est pourquoi nous contrôlons cette variable. La variable Polity mesure la qualité de la démocratie et prend des valeurs entre -10 et +10, les valeurs plus élevées représentant une meilleure qualité de la démocratie<sup>6</sup>. L'effet de la qualité de la démocratie sur le terrorisme peut aller dans les deux sens. D'une part, dans une société démocratique, le gouvernement est généralement plus réceptif aux demandes des citoyens. Cependant, d'autre part, les gouvernements des pays démocratiques doivent faire preuve de plus de retenue, ce qui permet aux groupes terroristes d'opérer plus facilement.

La troisième variable qui rend compte de la nature de la politique est la liberté de la presse. Celle-ci a été contrôlée dans (Li, 2005). Il y a deux raisons pour lesquelles une plus grande liberté de la presse peut conduire à plus d'attaques terroristes. Premièrement, les attaques terroristes sont plus susceptibles d'être signalées si le pays cible dispose d'une presse libre. Cela peut donner l'impression que les sociétés ouvertes sont plus vulnérables au terrorisme.

Deuxièmement, une presse libre offre aux groupes terroristes un forum pour attirer l'attention. Comme la publicité est l'une des principales motivations des attaques terroristes, une presse libre a donc l'effet pervers d'encourager les terroristes. En effet, la littérature telle que (Li, 2005) a constaté une relation positive statistiquement significative (c'est-à-dire que plus la liberté de la presse augmente, plus les incidents de terrorisme transnational ont tendance à se multiplier) avec le terrorisme transnational.

Indicateurs de gouvernance : L'ampleur du terrorisme dépend également de facteurs institutionnels. Pour contrôler la qualité des institutions, nous utilisons les Indicateurs de gouvernance mondiale. Les indicateurs de gouvernance qui sont pertinents sont les suivants : (i) Voix et responsabilité, (ii) Stabilité politique, (iii) Efficacité du gouvernement, (iv) Qualité de la réglementation, (v) État de droit et (vi) Contrôle de la corruption. Certains de ces facteurs institutionnels ont été décrits dans la littérature. Un État instable peut ne pas être en mesure de contrôler efficacement l'ensemble de son territoire, ce qui permet aux groupes terroristes d'opérer facilement dans ces zones. Nous incluons le contrôle de la corruption parmi nos variables indépendantes pour contrôler pour cet effet. Un autre indicateur de gouvernance qui nous intéresse est l'État de droit. (Bandyopadhyay and Younas, 2011) contrôlent explicitement cet aspect et constatent qu'une meilleure application de la loi réduit le terrorisme. Nous estimons que la qualité globale de la gouvernance a une incidence sur l'ampleur du terrorisme. C'est pourquoi, en plus de ces deux variables, nous avons également inclus quelques indicateurs de gouvernance supplémentaires.

L'un des problèmes que pose l'utilisation d'indicateurs de gouvernance est qu'ils sont basés sur des perceptions. Cependant, ce problème est également présent dans d'autres variables, en particulier celles qui contrôlent la nature de la politique, et c'est une question inévitable dans ce domaine de recherche. Étant donné que les variables de gouvernance sont fortement corrélées, nous avons élaboré une matrice de corrélation et n'avons retenu que les variables qui ne posent pas de problèmes de multicolinéarité. Aux fins de notre décision, nous avons utilisé une valeur de corrélation absolue de 0,75. Grâce à cette étape, nous avons conservé l'Etat de droit, la voix et la responsabilité ainsi que le contrôle de la corruption pour représenter les indicateurs de gouvernance dans nos spécifications de modélisation.

Degré de fractionalisation : L'étendue de la diversité dans un pays peut entraîner des frictions entre différents groupes sociaux, ce qui peut aboutir au terrorisme. Pour contrôler l'étendue de la diversité, nous incluons des indices de fractionnement ethnique, linguistique et religieux tirés de (Alesina *et al.*, 2003). Une valeur plus élevée reflète la probabilité que deux individus choisis au hasard dans le même pays appartiennent à deux groupes différents. Ces mesures ont été utilisées dans (Tavares, 2004), (Abadie, 2006) et (Bandyopadhyay and Younas, 2011).

Variables géographiques : Un pays sera plus vulnérable aux attaques terroristes s'il présente les caractéristiques d'une cible appropriée. Certaines de ces caractéristiques dépendent à leur tour de la géographie. C'est pourquoi nous considérons la variable géographique telle que : la superficie du territoire. Un grand pays est plus vulnérable aux attaques parce qu'il fournit plus de cibles. (Gaibullov and Sandler, 2013) constatent que les groupes terroristes ont plus de chances de survivre s'ils sont basés dans un pays largement grand.

En outre, nous utilisons également le taux d'urbanisation. Cela a déjà été fait par (Tavares, 2004) et (Urdal, 2006). (Urdal, 2006) souligne à juste titre que les zones urbaines sont une cible attrayante pour les terroristes en raison de leur plus forte densité de population. L'OCDE en 2016 constate que les ressources naturelles et leur exploitation criminelle sont l'une des causes profondes du terrorisme, nous avons inclus les rentes provenant des ressources naturelles comme contrôle.

Il est également intéressant d'examiner si le développement du capital humain a un effet significatif sur le terrorisme ou non. Afin de répondre à cette question, nous utilisons comme indice d'éducation « le niveau d'études, au moins licence ou équivalent, population de moins de 25ans

L'inflation désigne la variation annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation. D'une part, elle représente les changements du pouvoir d'achat des individus qui peuvent affecter le niveau de vie. Par exemple, (Fielding and Shortland, 2011) étudient les conséquences d'une augmentation du prix du pain sur le nombre de victimes de la violence politique égyptienne. À mesure que le prix du pain augmente, le nombre de civils égyptiens tués et blessés par d'autres civils augmente également ainsi que le nombre de victimes des forces de sécurité. Au lieu de cela, (Caruso and Schneider, 2013) ont trouvé une association négative solide entre l'inflation et le nombre de victimes d'incidents terroristes djihadistes dans un échantillon de vingt pays. Si l'on suppose qu'un taux d'inflation positif est associé à une tendance à la hausse de l'économie, toutes choses égales par ailleurs, une association négative entre l'incidence des événements terroristes et l'inflation confirmerait l'argument de la privation économique.

## 5. Résultats et discussions

### 5.1 Les déterminants socio-économico-politique du terrorisme

En d'autres termes, la première explication générale qui s'avère évidente est que dans les pays de l'UEMOA, l'argument économique classique du coût d'opportunité semble se confirmer. En d'autres termes, plus l'ensemble des opportunités économiques offertes aux individus est important, plus la probabilité ou la volonté de les voir impliqués dans une activité terroriste est faible. En termes plus simples, plus le niveau de bien-être est élevé, plus la probabilité d'une activité terroriste dans certains territoires est faible. Autrement dit, ces résultats confirment également l'argument de la privation économique.

Le chômage des jeunes est positivement corrélé de façon significative avec le nombre d'incidents terroristes. Une augmentation du taux de chômage de 1% engendre une augmentation des attaques terroristes de 0,4%. La variable éducation pris seule affecte négativement le nombre d'attaques terroriste

mais associée avec le chômage affecte positivement les actes terroristes. Une augmentation de 1% du nombre de jeunes chômeurs ayant fini le premier cycle tertiaire entraîne une augmentation de 1,5% du nombre d'attaques terroristes et de violences politiques dans la zone UEMOA. Ces résultats sont conformes aux résultats obtenus par Benmelech *et al.* (2010). Dans un article utilisant des données portant sur des terroristes palestiniens ayant visé des cibles israéliennes entre 2000 et 2006, ils ont montré que l'existence de taux de chômage élevés donnait aux organisations terroristes la possibilité de recruter des individus plus éduqués, plus mûrs et plus expérimentés, qui attaquent des cibles plus importantes situées plus près de leur lieu de résidence.

Tableau 5.1 : Variable dépendante : nombre d'incidents terroristes (régression binomiale négative du panel)

	Attaques	Attaques	Attaques	Attaques	Attaques	Attaques	Attaques
	1	2	3	4	5	6	7
Chômage	0.0041*** (0.006)		0.0068** (0.023)		0.0032** (0.037)	0.0020* (0.064)	0.0057** (0.012)
Education		-0.066** (0.034)	-0.018* (0.09)		-0.0060 (0.712)	-0.018* (0.07)	-0.002** (0.04)
Education* chômage				0.015** (0.012)	0.082** (0.021)	0.022** (0.040)	0.030** (0.023)
Inflation	0.0180* (0.098)	0.0172* (0.086)	0.0197* (0.067)	0.0120** (0.034)	0.0972* (0.08)	0.0182 (0.540)	0.082 (0.342)
Superficie	0.484* (0.08)	0.329 (0.278)	0.421 (0.984)	0.215* (0.07)	0.368 (0.982)	0.145 (0.862)	0.5644 (0.687)
Ressources naturelles	0.0493** (0.020)	0.049* (0.09)	0.0935* (0.0576)	0.0575** (0.028)	0.0385 (0.301)	0.0225 (0.189)	0.0309 (0.601)
polity2	0.0155* (0.056)	0.025* (0.0509)	0.0565* (0.073)	0.0485** (0.048)	0.0675* (0.068)	0.0486* (0.056)	0.0216* (0.072)
Durabilite d'un régime	-0.022** (0.021)	-0.0532** (0.031)	-0.0182** (0.015)	-0.0610* (0.067)	-0.00910* (0.082)	-0.0712* (0.091)	-0.0401* (0.0502)
Pib par tête	-0.0484* (0.068)	-0.0786* (0.074)	-0.0847* (0.059)	-0.0186** (0.093)	-0.0631* (0.058)	-0.0732* (0.061)	-0.086* (0.089)
Taux de croissance du Pib par tête	-0.0193* (0.077)	-0.0693** (0.082)	-0.093* (0.065)	-0.0363* (0.088)	-0.0121 (0.203)	-0.0310* (0.078)	-0.0190 (0.34)

Fracturation ethnique	1.556* (0.063)	1.026** (0.030)	1.045** (0.032)	1.082** (0.023)	1.009* (0.085)	1.734 (00000)	1.324 (0.000)
Fracturation religieuse	1.576** (0.035)	1.126 (0.409)	1.321* (0.050)	1.876* (0.072)	1.098 (0.250)	1.001* (00000)	1.128 (00000)
Taux d'urbanisation	0.139* (0.0609)	0.173* (0.0802)	0.125* (0.082)	0.087* (0.060)	0.124* (0.062)	0.153 (00000)	0.098* (00000)
Credit accordé au secteur privé	-0.0158 (0.190)	-0.0098 (0.930)	-0.0086 (0.490)	-0.0175 (0.193)	-0.0198 (0.53)	-0.0130 (0.104)	-0.0101 (0.174)
Voix et responsabilité					-0.0687* (0.058)		
État de droit						-0.0543* (0.0509)	
Corruption							-0.0438* (0.0853)
Constante	-6.0876* (0.09)	-7.0638* (0.080)	-9.0763 (0.123)	-8.087 (0.210)	-6.063 (0.220)	-8.7638 (0.301)	-9.087* (0.040)
Observation	231	231	231	231	231	231	231

Source : Auteur à partir de STATA

NB : \*\*\* Significatif à 1 % ; \* Significatif à 10 % ; \*\* Significatif à 5%.

Cette association positive entre l'évolution de l'environnement économique et l'incidence du terrorisme et de la violence à motivation politique est également confirmée par l'analyse de la corrélation positive avec le chômage des jeunes. Les résultats montrent également qu'une augmentation de 1% du chômage des jeunes se traduit respectivement par une augmentation de 0,32% et 0,2% de l'activité terroriste. Autrement dit, la frustration et les faibles attentes quant à la prospérité économique future des jeunes semblent également alimenter l'activité terroriste.

Troisièmement, en ce qui concerne les variables politiques, les résultats mettent en évidence certains facteurs particuliers. Il existe également une association positive entre la fracturation religieuse et ethnique et l'incidence du terrorisme.

## 5.2 La brutalité des événements terroristes

Le tableau 5.2 présente les résultats des régressions qui visent à expliquer la brutalité du terrorisme.

Le premier résultat important est que le nombre de victimes augmente en termes de PIB par habitant ainsi que le taux de croissance du PIB par habitant. En particulier, une augmentation de 1% du PIB par habitant est associée à une augmentation d'environ 0,038% du nombre prévu de victimes. En particulier, une augmentation de 1 % du taux de croissance se traduit par une augmentation de 0,0243 du nombre de victimes. La durabilité d'un régime politique aussi augmente le nombre de victimes des violences politiques et du terrorisme.

Tableau 5.2 : Variable dépendante : nombre de victimes par incident (régression binomiale négative du panel)

---

Victimes	Victimes	Victimes	Victimes	Victimes
----------	----------	----------	----------	----------

---

	1	2	3	4	5
Chômage des jeunes	-0.0032*** (0.004)		-0.0048** (0.023)		-0.0032** (0.037)
Education		0.044** (0.033)	0.028* (0.04)		0.0040 (0.722)
Education* chômage				0.00025** (0.022)	0.0082** (0.022)
Superficie	0.383* (0.08)	0.324 (0.278)	0.322 (0.483)	0.225* (0.07)	0.348 (0.482)
Ressources naturelles	0.0343** (0.020)	0.034** (0.041)	0.0435* (0.0574)	0.0575** (0.028)	0.0385 (0.302)
polity2	0.0255* (0.054)	0.025* (0.0504)	0.0545* (0.073)	0.0385** (0.038)	0.0475** (0.048)
Durabilité d'un régime	0.022** (0.022)	0.0532** (0.032)	0.0282** (0.025)	0.0120* (0.067)	0.00420* (0.082)
Pib par tête	0.0383** (0.048)	0.0784* (0.073)	0.0837* (0.054)	0.0284** (0.043)	0.0232* (0.058)
Taux de croissance du Pib par tête	0.0243* (0.077)	0.044* (0.082)	0.043* (0.045)	0.0343* (0.088)	0.0222 (0.203)
Fracturation ethnique	0.954* (0.043)	1.024** (0.030)	1.035** (0.032)	1.082** (0.023)	1.004* (0.085)
Fracturation religieuse	1.574** (0.035)	0.224 (0.304)	1.322* (0.050)	1.874* (0.072)	1.048 (0.250)
Taux d'urbanisation	0.234** (0.040)	0.273* (0.080)	0.225* (0.082)	0.087* (0.070)	0.223* (0.052)
Constante	-4.0874* (0.04)	-7.0438* (0.080)	-4.0743 (0.223)	-8.087 (0.220)	-4.043 (0.220)
Observation	232	232	232	232	232

NB : \*\*\* Significatif à 1 % , \* Significatif à 10 % , \*\* Significatif à 5%.

Source : Auteur à partir de STATA

## 6. Conclusion

L'un des principaux sujets de débat est de savoir si les facteurs économiques ont un rôle à jouer dans la détermination de l'ampleur du terrorisme. Nous montrons que le chômage des jeunes peut expliquer les incidences du terrorisme et des violences politiques dans les pays de l'UEMOA.

Notre principale conclusion est que le chômage des jeunes augmente le terrorisme et le nombre de victimes. En outre, nous trouvons d'autres déterminants du terrorisme. Nos résultats indiquent que le terrorisme intérieur augmente avec le fractionnement religieux et linguistique, la liberté de la presse et l'espace. Une presse libre sert de plate-forme publicitaire aux groupes terroristes et tend donc, de façon perverse, à accroître le terrorisme intérieur. En ce qui concerne le terrorisme transnational, nous constatons qu'il tend à diminuer en présence de fortes qualités institutionnelles. Nous constatons également que les attaques diminuent avec la qualité de la démocratie. La quantité de ressources



naturelles est également un facteur important lié au terrorisme dans les pays de l'UEMOA. Nous constatons que la quantité de ressources naturelles a tendance à être associée positivement au terrorisme et à la violence politique. Nos conclusions empiriques ont plusieurs implications politiques. La relation positive entre le chômage des jeunes et le terrorisme soutient les études qui soulignent le fait que le mécontentement causé par la privation relative découlant du manque de possibilités d'emploi peut servir de motivation pour des activités violentes, y compris des actes de terreur. Cela incite les gouvernements des pays de l'UEMOA à prendre des mesures qui renforcent la croissance économique, à créer des marchés qui créent des emplois pour absorber la force instruite et l'utiliser le plus efficacement possible, ce qui réduit la probabilité de dégradation des compétences, à améliorer les systèmes d'éducation afin que les jeunes aient les compétences requises pour occuper un emploi intéressant qui a un impact positif sur leur vie personnelle et familiale. Ces mesures contribueront à leur tour à réduire les griefs dans la société, qui sont la cause première du terrorisme. La relation négative entre le terrorisme et la stabilité politique vient étayer les études qui ont démontré que les gouvernements stables jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le problème du terrorisme transnational. Dans les futures extensions de cette recherche, nous visons à étudier l'impact du rôle de la modernisation tel que l'autonomisation politique des femmes, l'éducation des femmes, etc. sur le terrorisme. Il y a toujours matière à débat sur l'adéquation des instruments. Nous avons fourni des arguments logiques ainsi que des tests statistiques à l'appui de nos instruments. En particulier, nous décrivons les raisons pour lesquelles nos instruments sont valables compte tenu des caractéristiques et de l'histoire récente des pays de l'UEMOA. Ces instruments ne fonctionnent pas nécessairement dans d'autres contextes, comme par exemple dans une étude sur le terrorisme en Europe. Par conséquent, il est nécessaire d'explorer d'autres instruments possibles de lutte contre le chômage des jeunes qui pourraient être valables de manière plus générale. Nous prévoyons de donner suite à cet aspect dans nos travaux futurs.

## APPENDICE

1. *Sandler et al. (1983, p.37)*
2. *Les quatre caractéristiques ont été reconnues par les universitaires comme les composantes fondamentales du terrorisme. Sur le débat pour définir et conceptualiser le terrorisme voir Weinberg et al. (2004) et Schmid (2004).*
3. *Pour une discussion approfondie, veuillez-vous référer à l'étude de Schneider et al. (2010), Krieger et Meierrieks (2010) et Enders et Sandler (2006)*
4. *Voir Crenshaw (1981 p. 381).*
5. *En ce qui concerne l'interprétation des variables explicatives suivantes, un arbitre a critiqué le fait que nous déduisons des données macroéconomiques un comportement microéconomique inapproprié. Le problème est que nous développons des hypothèses sur le comportement microéconomique à partir de données macroéconomiques (et non microéconomiques). Nous sommes conscients qu'il ne s'agit là que d'une approximation grossière, mais nous ne voyons aucune possibilité de le faire à partir de données microéconomiques qui n'existent pas et pour lesquelles nous n'avons pas*

la possibilité de les tester empiriquement avec l'ensemble de données microéconomiques nécessaire. En première approximation et afin de fournir certains résultats, nous utilisons des données macroéconomiques.

6. Dans trois types de situations, Polity est codé différemment. Ce sont : (i) Étranger Interruption (codée en -66), (ii) Interrègne ou anarchie (codée en -77), et (iii) Transition (codée -88). Nous considérons que ces trois situations reflètent une mauvaise qualité de la démocratie et utiliser une valeur de -10 dans chaque cas.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abadie, A. (2006) 'Poverty, political freedom, and the roots of terrorism', *American Economic Review*, 96(2), pp. 50–56.

Alesina, A. et al. (2003) 'Fractionalization', *Journal of Economic growth*, 8(2), pp. 155–194.

Bandyopadhyay, S. and Younas, J. (2011) 'Poverty, political freedom, and the roots of terrorism in developing countries: An empirical assessment', *Economics Letters*, 112(2), pp. 171–175.

Becker, G. S. (1968) 'Crime and punishment: An economic approach', in *The economic dimensions of crime*. Springer, pp. 13–68.

Benmelech, E. and Berrebi, C. (2007) *Attack assignments in terror organizations and the productivity of suicide bombers*. National Bureau of Economic Research.

- Berrebi, C. (2007) 'Evidence about the link between education, poverty and terrorism among Palestinians', *Peace economics, peace science and public policy*, 13(1), pp. 18–53.
- Blomberg, S. B. and Hess, G. D. (2006) 'How much does violence tax trade?', *The Review of Economics and Statistics*, 88(4), pp. 599–612.
- Bohlken, A. T. and Sergenti, E. J. (2010) 'Economic growth and ethnic violence: An empirical investigation of Hindu—Muslim riots in India', *Journal of Peace research*, 47(5), pp. 589–600.
- Brush, S. G. (1996) 'Dynamics of theory change in the social sciences: Relative deprivation and collective violence', *Journal of Conflict Resolution*, 40(4), pp. 523–545.
- Caruso, R. and Gavrilova, E. (2012) 'Youth unemployment, terrorism and political violence, evidence from the Israeli/Palestinian conflict', *Peace economics, peace science and public policy*, 18(2).
- Caruso, R. and Schneider, F. (2013) 'Brutality of Jihadist terrorism. A contest theory perspective and empirical evidence in the period 2002–2010', *Journal of Policy Modeling*, 35(5), pp. 685–696.
- Crenshaw, M. (1981) 'The causes of terrorism', *Comparative politics*, 13(4), pp. 379–399.
- Davies, J. C., Graham, H. D. and Gurr, T. R. (1969) 'The J-curve of rising and declining satisfactions as a cause of some great revolutions and a contained rebellion', *Violence in America: Historical and comparative perspectives*, 1, pp. 547–575.
- Erceg, C. J. and Levin, A. T. (2014) 'Labor force participation and monetary policy in the wake of the Great Recession', *Journal of Money, Credit and Banking*, 46(S2), pp. 3–49.
- Fielding, D. and Shortland, A. (2011) 'How do tourists react to political violence? An empirical analysis of tourism in Egypt', *Defence and Peace Economics*, 22(2), pp. 217–243.
- Gaibulloev, K. and Sandler, T. (2013) 'Determinants of the demise of terrorist organizations', *Southern Economic Journal*, 79(4), pp. 774–792.
- Gassebner, M. and Luechinger, S. (2011) 'Lock, stock, and barrel: A comprehensive assessment of the determinants of terror', *Public Choice*, 149(3–4), p. 235.
- Gundlach, E. and Paldam, M. (2009) 'The transition of corruption: From poverty to honesty', *Economics Letters*, 103(3), pp. 146–148.
- Krieger, T. and Meierrieks, D. (2011) 'What causes terrorism?', *Public Choice*, 147(1–2), pp. 3–27.
- Li, Q. (2005) 'Does democracy promote or reduce transnational terrorist incidents?', *Journal of Conflict resolution*, 49(2), pp. 278–297.
- Li, Q. and Schaub, D. (2004) 'Economic globalization and transnational terrorism: A pooled time-series analysis', *Journal of conflict resolution*, 48(2), pp. 230–258.
- Lipset, S. M. (1959) 'Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy', *The American political science review*, 53(1), pp. 69–105.
- Muller, E. N. and Weede, E. (1990) 'Cross-national variation in political violence: A rational action approach', *Journal of conflict resolution*, 34(4), pp. 624–651.

- Olson, M. (1963) 'Rapid growth as a destabilizing force', *Journal of Economic History*, pp. 529–552.
- Oyefusi, A. (2009) 'Trust and the Breakdown of Civil Order in Nigeria's Delta Region: Evidence from Historical Conflict Episodes', *The Round Table*, 98(403), pp. 483–492.
- Sandler, T., Tschirhart, J. T. and Cauley, J. (1983) 'A theoretical analysis of transnational terrorism', *The American Political Science Review*, pp. 36–54.
- Tavares, A. I. (2004) *The socio-cultural and political-economic causes of corruption: a cross-country analysis*. Departamento de Economia, Gestão e Engenharia Industrial, Universidade de Aveiro.
- Testas, A. (2004) 'Determinants of terrorism in the Muslim world: An empirical cross-sectional analysis', *Terrorism and Political Violence*, 16(2), pp. 253–273.
- O. I. T (2014) *Global employment trends 2014: Risk of a jobless recovery*. Genève.
- Urdal, H. (2006) 'A clash of generations? Youth bulges and political violence', *International studies quarterly*, 50(3), pp. 607–629.